

Malvési : des citoyens experts en radioactivité nucléaire

Orano-Malvesi, la bête noire des associations anti nucléaire. Alors que le site met en avant les importants investissements réalisés depuis 10 ans pour limiter son empreinte environnementale, « Orano pratique depuis toujours la retenue d'information... quand ce n'est pas le mensonge ou la désinformation », accuse Didier Latorre, (associations Sortir du nucléaire 11 et Arrêt du nucléaire 34). Depuis le début des années 2000, les polémiques, les actions en justice et les manifestations s'enchaînent (lire ci-dessous). Dernièrement, c'est le projet de traitement des déchets nitrates et la production supplémentaire de 300 tonnes par an de dioxyde d'uranium qui inquiètent. Dès lors, la vigilance citoyenne veut s'organiser autrement : en se rapprochant de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD), bénévoles d'associations (1) et citoyens vont suivre dès ce samedi une formation théorique et pratique. À l'issue, ils seront en mesure de déchiffrer les mesures de radioactivité fournies par Orano-Malvesi, mais aussi de se servir d'un compteur Geiger et de prélever des échantillons d'eau, de sol, de végétaux... avant analyses par le laboratoire du CRIIRAD. Un gage de réactivité, notamment en cas d'accident ou d'épisode pluvieux important. « Il faut arrêter de raconter n'importe quoi aux gens : dire qu'il n'y a aucune radioactivité autour du site revient à leur faire prendre des risques », considère Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire, à la tête du laboratoire de la CRIIRAD. L'objectif étant de rendre publiques les données collectées et de les croiser avec celles fournies par l'usine Orano-Malvesi. « Améliorer l'information du public sur toutes les formes de radioactivité est utile aux ci-



► Bruno Chareyron, ingénieur en physique nucléaire, et Didier Latorre, militant, effectuent une mesure devant le site de l'usine. C.F.B.

« Il n'y a pas de radioactivité inoffensive »

toyens et aux décideurs pour mieux se protéger. Car il n'y a pas de radioactivité inoffensive, chaque dose ajoute au risque », relève le scientifique. Ce projet de vigilance citoyenne « permettra aux habitants d'agir face à une industrie du secret... et d'obtenir un ensemble d'informations fiables. Il permettra un suivi de l'impact de l'usine au quotidien, mais aussi en cas d'épisodes plus exceptionnels », ajoute Didier Latorre. Considérant qu'à l'heure « où l'implication citoyenne devient une demande centrale, ce projet sera un encouragement pour que les populations portent un regard indépendant sur ce qui les concerne au premier chef ».

F.P.

► 1 : Collectif de vigilance des déchets de Malvési, Transparence des canaux de la Narbonnaise, Sortir du nucléaire 11, Arrêt du nucléaire 34, Greenpeace 34.

Incidents en série

Inaugurée en 1959 à quelques kilomètres du centre, l'usine (ex Comurhex, puis Areva et Orano) purifie le minerai d'uranium. En 2004, une rupture de digue fait couler de l'encre et « 30 000 m³ de résidus contenant uranium, radium, plutonium... L'usine sera stoppée », rappelle Didier Latorre. « Janvier 2006, ce sont les inondations et la dispersion de nitrate dans le canal de la Mayral. En juin juillet 2006, une fuite d'effluents radioactifs contamine les voies ferrées... Suite à des analyses par la CRIIRAD, en partenariat avec une famille de riverains, a été révélée la présence de plutonium et la forte radioactivité à la clôture. L'usine a alors été partiellement classée installation nucléaire de base... Juillet 2007, une trentaine de kilos de matière radioactive se répand lors du déchargement d'un fût d'uranium percé. Août 2009, l'usine déverse fluor et ammonium, contaminant le canal de Tauran et de la Robine jusqu'à l'étang de Bages-Sigean. En 2011, la Comurhex sera condamnée pour ses négligences ayant causé cette pollution ».